

Un métier, mais des pratiques différentes

Annie Jourdan
Université d'Amsterdam

H-France a révolutionné le monde de l'histoire de bien des façons. Depuis 1995, ce site permet aux historiens de la France, de quelque pays qu'ils soient, de confronter leurs points de vue, d'entamer des discussions et d'échanger des critiques sur tel ou tel aspect de leur profession et de leur sujet. C'est un gigantesque progrès par rapport aux traditions nationales qui restaient confinées dans leur pré carré. Mais ces traditions ne s'effacent pas entièrement du jour au lendemain. Elles font partie de nos héritages mutuels et spécifiques, qu'ils soient politiques ou historiographiques. C'est un premier point qui explique pourquoi les historiens des deux côtés de l'Atlantique ont parfois de la peine à se comprendre. De ces héritages découlent des préjugés qui amplifient l'incompréhension et les malentendus – accrus encore par le problème linguistique. Se comprend-on réellement?

En tant qu'auteur de comptes rendus, j'ai ainsi plusieurs fois eu des commentaires de la part de collègues américains, qui mettaient justement en avant l'incompréhension : « Jourdan n'a pas bien compris mes propos », disait-on. Un euphémisme pour suggérer que, si j'attaquais la thèse recensée, c'est que j'avais mal lu le livre en question. Cet argument est fréquent. Il m'est également arrivé d'être qualifiée de gaulliste par un historien anglophone de Napoléon, ce qui est plutôt curieux, quand on sait que mes ouvrages sur le Premier Empire affichent peu de sympathie pour les hommes politiques charismatiques, ou pour le goût outré de certains historiens pour ces « grandes » figures. D'autres fois, les critiques que j'émettais sur des ouvrages anglo-américains ont été interprétées comme une prise de position politique – en dépit de ma bi-nationalité franco-hollandaise, qui fait que la « politisation » en question ne saurait se réduire à une bipolarité simpliste entre gauche et droite. L'incompréhension n'est pas l'exclusive du monde outre-Atlantique. En 2004, un auteur français me reprochait de ne traiter ni les enjeux sociaux ni le mouvement proprement événementiel de la Révolution et de défendre une Union européenne fédérale et libérale au détriment d'une Europe sociale.¹ Il est vrai que nous sommes tous deux héritiers de traditions très éloignées, incompatibles à une époque, mais beaucoup moins ces dernières décennies. De ce fait, les critiques étaient saugrenues, d'autant que le livre ne manifeste nulle part une quelconque indifférence aux avancées sociales promues par la Révolution. Il aborde la question de la démocratie et de la république, et non celle du libéralisme. Surtout, il rappelle qu'il n'y a pas eu une seule révolution dans le monde, mais plusieurs, tout aussi intéressantes. Mais mettre en doute cette unicité de la France serait ni plus ni moins dévaloriser sa grande Révolution. Robert Palmer avait déjà souffert du même genre de remarques. Ces diverses interprétations témoignent en tout cas de l'écart culturel qui sépare dans son ensemble le monde des historiens – qu'ils soient français ou anglo-américains. L'histoire est un sujet qui ne laisse pas indifférent.

¹ Il s'agissait de mon livre *La Révolution, une exception française ?* (Paris : Flammarion, 2004 et 2006), recensé par Claude Mazauric dans *L'Humanité* du 20 février 2004 sous le titre « Chronique de la Révolution française ».

Parmi les préjugés qui habitent ce monde confus, il y a évidemment celui qui consiste à se défier des travaux écrits par des étrangers, portant sur l'histoire nationale. Pendant longtemps, il était jugé inconcevable en France qu'un chercheur anglo-américain publie une biographie sur un personnage national de premier plan. C'est pourtant grâce à des Américains que certains d'entre eux ont retrouvé vie. Je pense à *Bertrand Barère. A Reluctant Terrorist*, par Leo Gershoy, publié en 1962. D'autres avaient précédé, telle Eloise Ellery qui, dès 1915, consacrait à *Brissot de Warville* une biographie, qui n'a toujours pas été égalée. Et d'autres ont suivi comme Peter McPhee, dont le *Robespierre, a revolutionary life* est digne de son sujet et a été reconnu tel par ses collègues français. L'accueil fait à ce livre démontre que les choses ont changé : les préjugés régressent ... mais sans tout à fait disparaître. Un historien anglo-américain est trop souvent perçu en France comme « libéral », voire ultra-libéral, tandis que le Français fait figure de « gaulliste », quand il n'est pas assimilé aux terribles « Jacobins ». Les stéréotypes sont légion et influent sur la critique historique.

La distance est moindre toutefois, quand on partage le même héritage. Dans ce cas, on a beau prendre position, la réception est plutôt juste, et l'exception confirme la règle. Mais quand l'historien provient d'une autre tradition, il en va autrement. Le questionnement et l'approche sont en effet différents. Les Français se passionneraient plus pour les faits, les Américains pour ce qu'ils appellent les arguments. Pour les uns, l'histoire serait porteuse de vérités incontestables, pour les autres, elle serait relative et forcément incomplète. C'est ainsi qu'aux yeux d'un Français, l'approche qui part d'une thèse posée a priori, semble difficilement concevable. Elle paraît préjuger des résultats, puisqu'elle surdétermine la recherche. L'historien concerné ne prête attention qu'aux éléments qui vont dans son sens, et laisse de côté tout ce qui risque de falsifier la thèse. Dans ces ouvrages, qui plus est, l'étude des sources est réduite à un strict minimum. On invoque quelques discours d'un ou deux personnages clés pour conclure au bien-fondé de cette thèse. La conception furétiste sur l'histoire-problème est poussée ici à son acmé. L'autre approche, plus britannique en principe qu'américaine, consiste à effectuer des recherches exhaustives de sources sur un thème précis : élections ; doléances ; justice et tribunaux ; administration ; conscription ; armées révolutionnaires ; féodalité. Curieusement, cette approche empiriste n'a pas été adoptée telle quelle par les Français, qui, à la recherche de faits nouveaux, se concentrent plutôt sur des archives limitées. Question de temps et de moyens sans doute ! Ce qui en résulte – le plus souvent une histoire-récit – a de nombreux adeptes dans les divers pays. Il fallait s'appeler François Furet pour la vouer aux gémonies – sous prétexte qu'elle était dénuée d'idées. Lui défendait l'histoire-problème, dont toute une génération d'historiens américains se fait aujourd'hui le porte-étendard.²

Au fil des ans, le paysage a changé au détriment des Français. Les historiens anglo-américains délaissent les références à leurs ouvrages et se concentrent de plus en plus sur ceux de leurs compatriotes. L'historiographie française n'inspire plus ou très peu outre-Atlantique. Est-ce dû à des stratégies professionnelles, à de véritables divergences scientifiques ou au problème linguistique ? Ces trois éléments jouent chacun un rôle plus ou moins important. Sur l'autre rive, il faut l'avouer, les historiens sont tout aussi rares à admirer inconditionnellement ce qui se fait ailleurs, sous des prétextes divers,³ dont les prises de

² Il va de soi que les historiens américains sont fort divers et que parmi eux se trouvent également des tenants de l'empirisme britannique ou de la micro-histoire. Pensons entre autres aux travaux de Timothy Tackett.

³ On leur reprochera de ne pas avoir assez travaillé dans les archives ou de ne pas avoir lu tel ou tel article fondateur. Bref, de ne pas maîtriser le sujet.

position idéologiques. Ainsi ont resurgi récemment deux tendances – socialisme versus libéralisme – dont les tenants s'ignorent souverainement. Pensons aux ouvrages récents de Domenico Losurdo, le philosophe italien, qui prend le contre-pied de ce qui s'écrit dans le monde occidental sur le mode dit révisionniste.⁴ Que l'auteur ait été rapidement traduit en français dit bien que sa perspective antilibérale parle aux historiens de l'Hexagone. La crise actuelle ne fait qu'y contribuer.

Le recul d'influence des Français est perceptible dans les travaux de jeunes historiens anglo-américains⁵ qui oublient volontairement ou non un grand nombre des spécialistes du domaine qu'ils étudient. Inversement, ceux qui sont originaires de France ignorent superbement ce que font leurs collègues d'ailleurs. Il y a certes des exceptions. Mais parfois, on ressent un certain dédain dans les comptes rendus d'historiens pour les auteurs étrangers qu'ils passent au crible. Cela se traduit soit par des critiques injustes ou immotivées,⁶ soit par une superficialité qui suggère que le livre recensé n'est pas digne d'une attention plus poussée. On reprochera ainsi à un historien étranger de ne pas avoir cité tel ou tel auteur, jugé incontournable ou tel ou tel article paru dans un obscur recueil d'actes de colloque, comme s'il était indispensable. Mieux vaut du reste ne pas généraliser, et interpréter cette attitude comme une méconnaissance ou une incompréhension. Tout historien en effet privilégie tel ou tel aspect de son sujet. Et il a de la peine à comprendre l'intérêt d'une approche différente. L'historien du politique ou celui du droit est rarement sensible à l'histoire sociale ou culturelle et vice versa. C'est pire encore chez l'historien du strict fait militaire. Qui plus est, la mode joue un rôle non négligeable. De nos jours, on attaquera tel ou tel ouvrage, s'il n'aborde pas la question du genre ou celle de l'esclavage. De là l'importance que le compte rendu soit attribué à qui de droit, ce qui n'est pas une mince affaire, même quand il s'agit seulement de l'histoire de France. Celui ou celle qui distribue les comptes rendus doit connaître les travaux récents ou en cours des historiens qui font partie du réseau. Il doit aussi les apprécier à leur juste valeur, afin de leur confier ce qui leur convient le mieux, de sorte que le dialogue soit vraiment constructif.

Que les historiens des deux côtés de l'Atlantique s'ignorent souverainement, cela ne concerne pas tous les auteurs, ainsi qu'en témoignent notamment les discussions franco-américaines sur le livre de David Bell, *The First Total War*, publié en 2006. Le livre a été commenté sur *H-France* qui lui a attribué un Forum et par Pierre Serna de l'Institut d'Histoire de la Révolution Française – qui l'a fait traduire en français et publié dans la collection qu'il dirige chez Champ Vallon. Un débat s'est tenu dans les *Annales historiques de la Révolution française*, qui réunissait plusieurs spécialistes des guerres révolutionnaires et impériales – des Français et David Bell.⁷ Cette tendance, qui témoigne par ailleurs de la nécessité ressentie en

⁴ Domenico Losurdo, *Le Révisionnisme en histoire. Problèmes et mythes* (Paris : Albin Michel, 2006) et *Une contre-histoire du libéralisme* (Paris : La Découverte, 2013). La version anglaise est publiée par la maison d'éditions Verso (de tendance Nouvelle Gauche)

⁵ Je pense ici à Richard Clay, *Iconoclasm in revolutionary Paris. The Transformation of Signs* (Oxford : Voltaire Foundation, 2012) qui ne cite ni les travaux de Dominique Poulot, *Musée, Nation, Patrimoine, 1789-1815* (Paris : Gallimard, 1997) sur le sujet ni le livre fondateur d'Edouard Pommier, *L'art de la liberté. Doctrines et débats de la Révolution française* (Paris : Gallimard, 1991).

⁶ La plus fréquente est celle qui regrette l'angle d'approche adopté. Pourquoi avoir étudié Paris seulement, et ne pas avoir consacré une attention plus poussée à la province ? Ce n'est là qu'un exemple. Ils sont légion.

⁷ D. Bell, A. Crépin, H. Dévrillon, B. Gainot, « Regards croisés : autour de la guerre totale », *AHRF* 364 (2011) : 155-170. Voir aussi « Controverses entre Pierre Serna et David Bell », consulté le 22 juillet 2015,

France d'internationaliser le débat, est sans nul doute positive, mais on remarquera que ce débat est bien souvent franco-américain et qu'il émane avant tout d'institutions éminentes. Ici plus particulièrement : l'Institut de l'histoire de la Révolution française *versus* Princeton. Le dialogue serait-il seulement possible à ce niveau-là ? Ne pourrait-on discuter d'une thèse entre historiens d'institutions moins prestigieuses ? Notons encore que les historiens allemands, italiens, néerlandais, espagnols, etc. participent peu à ces discussions. Ici encore, la barrière linguistique joue sans nul doute un rôle, parallèlement à l'impact des traditions nationales – l'histoire de France y est plus absente encore que dans le monde anglophone.⁸ Quoi qu'il en soit, le débat contradictoire est un progrès incontestable dans la critique historique. Chacun peut y expliciter son point de vue et nuancer sa position. Dans ce domaine, les Forums de H-France ont ouvert la voie depuis une dizaine d'années. Ce site a facilité la diffusion des ouvrages français et anglo-américains auprès d'un public transnational, mais aussi leur compréhension. Pour qu'il y ait véritable communication, cette diffusion est primordiale, de même que les discussions critiques qui les accueillent – à condition qu'elles fassent l'effort de comprendre le point de vue de l'auteur qui est forcément différent de celui du ou des critiques.

Tout cela ne mettra certes pas fin aux erreurs ou aux abus, perceptibles avant tout dans les ouvrages aux ambitions transnationales ou globalisantes, qui s'intéressent peu aux détails et qui perpétuent les mythes au lieu de les combattre. Dans un livre récent sur l'invention du costume national, l'historien néo-zélandais Alexander Maxwell qualifie ainsi de Jacobins tous les révolutionnaires français ; il n'hésite pas à introduire la guillotine dès 1791 : le prêtre Saint-Sauveur aurait alors été guillotiné comme réfractaire,⁹ et il « nationalise » et « démocratise » avant la lettre le costume révolutionnaire, dit jacobin, alors qu'en réalité, seuls les vêtements des législateurs et des administrations étaient concernés. Sur le costume « national » qui fut réellement introduit – celui de la garde nationale – il ne pipe mot. Le critique ne peut passer sous silence ce genre d'erreurs. Il est de son devoir de redresser les faits controuvés sans dévaloriser pour autant l'approche en elle-même, quand elle en vaut la peine. Autre cas de figure, qui illustre fort bien le décalage entre les deux traditions française et anglo-américaine : dernièrement, Edward Kolla recensait pour H-France le livre dirigé par Antonio de Francesco, Judith Miller et Pierre Serna,¹⁰ avant de regretter que ce dernier n'aborde pas dans son introduction le thème du républicanisme classique, tel qu'il a été exposé par John Pocock et repris par Keith Baker. Mais telle n'était pas l'intention de l'auteur qui se concentre exclusivement sur le problème de la guerre en république et qui, dans ce contexte, n'oublie certes pas de mentionner le modèle par excellence que fut la république romaine, sans pour autant approfondir la question très spécifique du républicanisme

<http://ihrf.univ-paris1.fr/spip.php> article 320 (10 juillet 2012) ; et *H-France Forum*, vol. 2, issue 3 (printemps 2007), consulté le 22 juillet 2015, <http://www.h-france.net/forum/h-franceforumvol2.html>.

⁸ Pour exemple : personne au département d'histoire de l'Université d'Amsterdam n'enseigne l'histoire de France. Et on le sait, les chaires d'histoire des XVII^e et XVIII^e siècles disparaissent un peu partout en Europe pour céder la place à l'histoire globale ou à l'histoire de l'Atlantique. L'exception vient ironiquement du Proche-Orient : ainsi la chaire d'histoire de France attribuée récemment à Peter Campbell à l'Université Bogazici d'Istanbul.

⁹ Saint-Sauveur a été tué lors des massacres de septembre 1792.

¹⁰ Edward Kolla, compte-rendu de *Republics at War. Revolutions, Conflicts and Geopolitics in Europe and the Atlantic World*, ed. Antonio de Francesco, Judith Miller et Pierre Serna, *H-France Review* 15 (février 2015), #25, consulté le 22 juillet 2015, <http://www.h-france.net/vol15reviews/vol15no25kolla.pdf>.

classique. Un compte rendu français n'aurait pas buté sur ce point. Les références à Pocock ou à Baker n'y auraient pas été ressenties comme indispensables. Celles qui s'y imposent concernent avant tout les ouvrages publiés en France. Le monde a beau se globaliser, les priorités divergent et les héritages persistent.

Ces décalages n'empêchent pas que les auteurs étrangers, spécialistes de l'histoire de France, infusent un air frais dans une tradition historiographique qui fut longtemps frileuse vis-à-vis des apports non-nationaux. Non seulement ils renouvellent les questionnements et les approches, mais ils sont sensibles à ce que l'historien de souche ne perçoit pas nécessairement. Il y a donc un plus incontestable : la perspective adoptée, qui peut choquer au premier abord, mais incite également le lecteur à penser plus loin. Les travaux de Michael Broers sur l'Empire napoléonien sont parmi ceux-là. Ceux de Marisa Linton sur la vertu, l'amitié et l'authenticité ne le sont pas moins. Les premiers – toujours provocants – appellent notamment à reconsidérer la nature des relations entre la France et les pays européens alliés ou dominés : ces relations sont-elles ou non colonialistes avant la lettre ? Les seconds stimulent les historiens de la Révolution à réfléchir sur les émotions qui dominent les acteurs et sur les liens qui les lient et délient. Mais surtout, Linton suggère de s'interroger sur les raisons profondes qui font que les anciens amis ou collaborateurs se détruisent mutuellement. En dépit de ses provocations, Broers est apprécié des « napoléonistes ». Il a même reçu le prix de la Fondation Napoléon pour son ouvrage *The Napoleonic Empire in Italy* (Palgrave, 2004). Marisa Linton, pour sa part, commence à être acceptée par les chercheurs de la Société des études robespierristes. Mais, ironie du sort, elle-même est traitée par Donald Sutherland de « matthieuzienne », c'est-à-dire, et ni plus ni moins, de robespierriste.¹¹

Inversement, des auteurs français trouvent grâce aux yeux de leurs homologues anglo-américains. On peut penser à Sophie Wahnich, dont le petit livre *La liberté ou la mort* (2003) a récemment été traduit en anglais ou à Antoine Lilti, le spécialiste du dix-huitième siècle, dont *Le Monde des Salons* a également connu un assez grand succès aux Etats-Unis pour être traduit – la traduction d'un ouvrage étant, surtout de nos jours, synonyme de consécration. Ces ouvrages n'avaient pourtant pas été accueillis unanimement. A Wahnich, on a ainsi reproché l'inconséquence et la confusion de ses propos (Walton), là où d'autres notaient la dangerosité des arguments (Martin).¹² A Lilti, on a rétorqué qu'il privilégiait trop les aspects aristocratiques du salon et se débarrassait un peu vite de la république des lettres (Caradonna).¹³ Mais leur perspective étant décidément novatrice, ceci excusait cela. La France traduit-elle aussi rapidement les auteurs anglo-américains ? La publication du livre de David Bell par Champ Vallon n'est pas une exception. D'autres auteurs anglo-américains sont régulièrement traduits : que ce soit Timothy Tackett ou Alan Forrest.¹⁴ Jonathan Israël a

¹¹ Voir *H-France Forum*, vol. 9, issue 4 (Fall 2014), sur Linton, *Choosing Terror. Virtue, Friendship and Authenticity in the French Revolution* (Oxford: Oxford University Press, 2014).

¹² Charles Walton, compte-rendu de *La liberté ou la mort. Essai sur la Terreur et le terrorisme*, par Sophie Wahnich, dans *H-France Review*, vol.4 (2004), no.77 ; et Jean-Clément Martin, compte-rendu de *La longue patience du peuple. 1792. Naissance de la République*, par Sophie Wahnich, dans *Annales historiques de la Révolution française*, no. 354, vol. 4 (2008), p. 242-46.

¹³ Jeremy Caradonna, critique de *Le monde des salons*, par Antoine Lilti, consulté le 25 juillet 2015, <http://www.jeremycaradonna.com/Review%20of%20Antoine%20Lilti.pdf>.

¹⁴ Rappelons que des livres de Norman Hampson de l'Université de York avaient également été traduits, notamment *Le Siècle des Lumières. Histoire de la pensée européenne* (Paris: Seuil, 1979) et *Maximilien*

vu son opus *Les Lumières radicales* traduit en français par les éditions Amsterdam – malgré l’avalanche de critiques dont il a été l’objet.¹⁵ C’est là un avantage indéniable qui rapproche mieux encore les professionnels de l’histoire et leur permet de mieux communiquer, car la barrière linguistique demeure une source de malentendus. La maîtrise de la langue de l’autre est en effet indispensable pour une meilleure compréhension et un véritable dialogue. Les institutions universitaires et les éditeurs devraient faire plus d’efforts pour stimuler ce dialogue. Après seulement vient le difficile travail de découverte de l’approche et de déchiffrement de l’interprétation. Ce n’est pas le moindre problème, car on a beau faire le même métier, on le fait différemment.

Annie Jourdan
Université d’Amsterdam
A.R.M.Jourdan@uva.nl

Copyright © 2015 by the H-France, all rights reserved. H-France permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. H-France reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Salon nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France.

H-France Salon
Volume 7 (2015), Issue 20, #8
ISBN 2150-4873

Robespierre (Paris: Montalba, 1990). Robert Palmer, en revanche se plaignait qu’un seul volume de sa révolution démocratique ait vu le jour en français.

¹⁵ Ici joue, il est vrai, le marché. Les éditeurs français hésitent à faire traduire des ouvrages historiques qui seront lus par quelques centaines de lecteurs seulement. Les éditeurs anglophones ont plus de possibilités : le marché est plus vaste et le prix des ouvrages plus élevé, ce qui ne les stimule pas pour autant à traduire des auteurs français. Pour cela, de bons réseaux sont nécessaires.